

LES FEMMES ET L'ÉCONOMIE
DES CONSTATS RELATIFS AU PROCESSUS DU CHANTIER (2000-2004)¹

Cécile Sabourin²
Août 2004

Lancé au printemps 2000, le Chantier «femmes et économie» a d'abord exploré plusieurs facettes des initiatives et actions collectives des femmes en vue de proposer des pistes pour transformer les rapports économiques. Celles-ci ont été présentées dans un Cahier de propositions, largement diffusé depuis l'automne 2001. Quatre années plus tard, suite à la contribution de participantes de tous les continents et à des échanges avec d'autres chantiers du Pôle Socio-économie solidaire (PSES)³ et de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire (Alliance), il me semble important de faire le point sur cette expérience. Cela pourrait contribuer à la relance d'autres initiatives en les situant dans une perspective évolutive et globale.

Le présent document reprend les constats issus des principales rencontres, toutefois les opinions et les réflexions sont personnelles et reposent essentiellement sur ma perception des enseignements issus de ma participation active qui s'est échelonnée sur près de quatre ans. Elle emprunte à de nombreux échanges principalement avec Josée Belleau, co-animatrice du Chantier et avec d'autres participantes et participants aux travaux du PSES.

D'UN PROJET À L'AUTRE : LES PRINCIPAUX CONSTATS

La première phase du Chantier

Comme groupe social, les femmes occupent des positions spécifiques dans leur société, à titre de responsables principales du bien-être quotidien des personnes et des familles. Cette situation leur donne des points de vue particuliers sur le fonctionnement de l'économie et sur les pratiques qui s'y développent. Cela avait amené le Chantier à s'intéresser en priorité aux initiatives que des femmes développent en vue de prendre leur place et de se doter des biens et services nécessaires à leur survie et à leur bien-être et à ceux de leur famille. Les travaux du Chantier ont confirmé que les femmes, par leurs interventions directes, sont présentes très

¹ Premier d'une série de 3 documents sur l'expérience du Chantier femmes et économie (2000-2004)

² Animatrice du Chantier 2000-2004 et professeure à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Québec, Canada

³ En particulier à la rencontre du Pôle à Findhorn (2001), de l'Alliance à Lille (2001), avec les chantiers «Vision» et «Indicateurs» et lors de certains forums sociaux..

fortement en marge de l'économie dominante et dans bon nombre de situations, elles innovent ou cherchent à le faire. Le Chantier avait traité ces initiatives sous le thème d'«initiatives solidaires».

Résultat des deux premières rencontres (Paris, France, octobre 2000 et La Havane, Cuba, avril 2001) et du forum électronique, le Cahier publié en novembre 2001 lançait les propositions suivantes : déconstruire des mythes; reconceptualiser les concepts économiques de base; concevoir des indicateurs adaptés et diversifiés de la richesse et du travail; contribuer à mettre en relations et à consolider des réseaux existants qui agissent dans le domaine du rapport entre les femmes et l'économie; revendiquer l'expression de la créativité et de la diversité des initiatives économiques; développer des pratiques politiques pour soutenir le développement de rapports économiques solidaires.

Ce Cahier suggérait également les pistes suivantes pour un renouvellement du paradigme économique : multifonctionnalité des activités «productives» et du travail des femmes; décroissement et partage du travail et des responsabilités; reconnaissance de la conciliation des rôles et des activités, et partage équitable du temps et des tâches; reconnaissance des savoirs traditionnels et des savoirs d'expérience acquis à l'extérieur de la sphère économique «dominante»; organisation des espaces de production et de vie sur la base du temps et des besoins des personnes et des communautés; hiérarchie des priorités prenant en considération la vie et les personnes humaines; transparence dans les pratiques à tous les niveaux. Celles-ci sont énoncées dans le rapport qui peut être consulté sur le site :

<http://www.alliance21.org/fr/proposals/summaries/women.htm>.

Préparant une deuxième phase des travaux du Chantier, nous avons choisi les avenues qui paraissaient les plus prometteuses, à savoir l'approfondissant de deux aspects thématiques, d'une part, les indicateurs de la richesse et du travail d'un point de vue féministe et, d'autre part, les initiatives de femmes en économie solidaire : compétences mises en œuvre et impacts sur l'environnement. En outre, du point de vue de l'élargissement de la participation, celle des femmes asiatiques a représenté l'apport le plus important.

Mentionnons en outre qu'une collaboration⁴ et un soutien financier de l'Alliance de recherche IREF-Relais-femmes de Montréal (ARIR) a permis la tenue d'un atelier s'inscrivant dans la perspective du Chantier, sous le titre «Atelier de réflexion et d'échange sur le renouvellement de la théorie économique d'un point de vue féministe et écologique». Les échanges qui se

⁴ Collaboration avec Josée Belleau (co-animatrice du Chantier) et Michelle Duval (professeure à l'UQAM).

sont tenus lors de cet atelier sont pris en compte dans les réflexions intégrées au présent document.

La deuxième phase du Chantier

Les ateliers organisés par le Chantier (Paris, France, en novembre 2003 et Hyderabad, Inde, en janvier 2004) ont donné lieu à des rapports de même qu'au compte-rendu d'une visite terrain effectuée à Pastapur en Inde. Ces documents sont disponibles sur le site : <http://womeneco.socioeco.org/fr/>.

Lors de l'atelier de Paris, il y avait une volonté explicite de contribuer à la reconnaissance et la valorisation des savoirs et compétences relationnels, techniques et autres, propres aux femmes et à des collectifs de femmes. Les échanges ont permis d'identifier les types de compétences ou capacités mises en œuvre par les femmes par leurs initiatives : compétences de nature stratégique, compétences d'accompagnement et capacités d'arrimage entre le collectif et l'individuel. D'autres considérations se sont ensuite ajoutées concernant des dimensions plus globales relatifs aux rapports entre femmes et économie. Nous y reviendrons, notamment en vue d'alimenter la réflexion sur un possible suivi du Chantier.

S'il y avait lors de l'atelier à Hyderabad, une volonté d'approfondir la même thématique, cette fois du point de vue des participantes asiatiques, nous avons constaté que si les tendances fondamentales s'inscrivent dans une même perspective (celle de prendre sa place, d'assumer ses responsabilités) elles s'expriment de manières différentes et souvent avec un sentiment d'urgence plus marquée. Un aspect incontournable sur lequel nous ne pouvons qu'attirer fortement l'attention est celui du poids des traditions, systèmes de castes et religions sur les rapports de genre. Présents dans toutes les sociétés, ces considérations imposent des pressions particulières dans plusieurs contextes asiatiques.

Nous tentons de synthétiser les résultats de cette phase des travaux en reconnaissant volontiers la difficulté de rendre justice à la diversité des propos et des contextes.

Les thèmes qui ressortent de l'atelier de Paris concernent principalement la nature des compétences et la relation entre le collectif et l'individuel. Cette dernière considération nous amène à nous interroger sur le sens de la solidarité, au cœur même des initiatives des femmes. Les thèmes qui s'imposent lors de la rencontre de Hyderabad sont ceux de la souveraineté

alimentaire et de ses conditions de mise en œuvre dans des sociétés gouvernées par les traditions et soumises aux impératifs des relations économiques nord-sud faisant une place peu reluisante aux contributions des femmes.

Dans une tentative d'intégrer les résultats des deux dynamiques, nous traitons ici des thèmes suivants :

*La souveraineté alimentaire et ses exigences

*Les compétences ou capacités de nature stratégique et d'accompagnement

*L'arrimage entre le collectif et l'individuel ou comment s'articule la solidarité?

La souveraineté alimentaire et ses exigences

Les initiatives dont la majorité des femmes asiatiques nous ont parlées s'appuient fortement sur des valeurs de respect de la nature et de ses processus en vue de fournir les conditions de la souveraineté alimentaire ainsi que d'accès des femmes aux décisions qui concernent leur vie et leur bien-être. Le rapport intime entre femmes et nature s'est exprimé beaucoup plus fortement lors de notre atelier de Hyderabad qu'il ne l'avait été lors de rencontres précédentes, où l'on sentait le souci de préserver les conditions d'un développement durable, davantage en filigrane qu'à l'avant-plan. Par ailleurs, le droit et l'accès réel pour les femmes à l'exercice de leurs responsabilités quotidiennes, aussi présent à Hyderabad qu'à Paris, mettait en évidence les contextes particuliers et reliés aux chocs culturels et des rapports de genre dans le monde asiatique.

Préoccupées de la survie au quotidien et voulant transformer les pratiques imposées et dominées par la révolution verte et la globalisation des marchés, des femmes asiatiques ont de longue date travaillé à recouvrer les principes de l'agriculture organique et à maintenir les productions à échelle humaine. Elles ont valorisé la récupération de terres abandonnées pour les mettre au service de la production alimentaire et de la préservation de la diversité des cultures. Pour ce faire, elles ont mené des luttes importantes surtout lorsque l'accès à la terre n'est pas traditionnellement accessible aux femmes. Leur efforts sont alors habituellement soutenus par des organisations (ONG) se donnant une mission d'accompagnement dont nous parlons dans une prochaine section.

D'autres femmes nous ont aussi parlé de l'accès aux revenus, devenu pour plusieurs la voie incontournable de la survie lorsque les transactions économiques sont majoritairement

monétaires. Dans tous les cas, lorsque les femmes s'engagent dans des activités non traditionnelles dans leur contexte de vie, des luttes pour briser les résistances et promouvoir des transformations sociales et culturelles s'imposent.

Les compétences ou capacités de nature stratégique et d'accompagnement

Les compétences ou capacités de nature stratégique et d'accompagnement sont essentiellement immatérielles, ce qui pourrait expliquer en partie la difficulté de les identifier et de les valoriser. Elles sont constitutives des pratiques innovatrices des femmes et associées à la capacité d'analyser les besoins et l'environnement, de s'organiser, de se positionner et de faire des choix pertinents pour l'avancement des projets et initiatives. Les femmes les ont identifiées comme suit :

- * analyser et penser,
- * mettre en œuvre des processus et méthodes participatives,
- * réagir rapidement avec une certaine polyvalence, en opposition au fait de consolider/renforcer des acquis parfois désuets,
- * se dégager des structures, des «moules».
- * gérer le travail complexe, la famille, l'économie familiale.

Cet ensemble de compétences et ces savoirs comportent des facettes internes à la personne, qui s'expriment d'abord au sein du groupe et dans l'articulation du travail collectif, puis porte le groupe vers l'extérieur c'est-à-dire vers des activités, des initiatives et des pratiques répondant aux aspirations des femmes engagées dans les processus. Les compétences se manifestent vers l'extérieur dans les rapports aux pouvoirs (politiques, sociaux, etc.) et même dans les relations de pouvoir au sein des familles et des communautés.

Les femmes asiatiques ont aussi mis en évidence la qualité des processus de préparation de leurs initiatives. Quoique poussées par des besoins pressants, celles qui veulent développer des pratiques transformatrices se donnent les moyens de façonner leurs initiatives en vue d'échapper aux pièges de la dépendance. Prendre le temps de planifier, de s'organiser et d'obtenir le soutien adéquat font partie des assises qu'elles se donnent. En outre, insérer leurs initiatives dans un projet plus global, parfois intégré au sein de la communauté, semble être une volonté ferme.

Chez les participantes européennes, les compétences d'accompagnement de la part des organismes pouvoirs publics sont généralement considérées comme absentes ou inadéquates parce qu'elles sont en décalage avec les besoins exprimés par les responsables des initiatives. En particulier, les conditions d'émergence et de fonctionnement des initiatives de femmes sont rarement prises en compte dans les modes habituels (formels) de soutien aux entreprises collectives. Ainsi, l'accompagnement (et ses exigences) devient une compétence à développer ou, dans plusieurs cas déjà développée par les femmes dans le cadre de leurs initiatives.

Les initiatives asiatiques les plus réussies semblent s'appuyer fortement sur un accompagnement adéquat. Toutefois, la diversité des organisations susceptibles de fournir de l'aide technique et/ou financière correspond aussi à une diversité de valeurs et de pratiques. Les participantes ont en particulier reconnu que différents types d'accompagnement peuvent s'avérer bénéfiques eu égard aux conditions ambiantes dans lesquelles vivent les femmes en recherche d'autonomie, de souveraineté alimentaire ou d'activités génératrices de revenus. Elles reconnaissent, par ailleurs, que certaines formes de soutien peuvent porter atteinte à des aspirations des femmes. Il semble que les femmes soient devenues les cibles de plusieurs programmes du fait des échecs survenus avec le soutien à des initiatives majoritairement masculines. À ce propos, les femmes ne sont pas dupes des tentatives d'utiliser leurs forces et compétences dans des initiatives qui pourraient à long terme les desservir.

Il se dessine un consensus à l'effet que l'accompagnement soit nécessaire dans la majorité des cas, en vue de soutenir les processus émergents.

L'arrimage entre le collectif et l'individuel ou comment s'articule la solidarité?

Le rapport à l'action collective et les interrelations entre choix et actions collectives sont au cœur du processus d'*empowerment* des femmes, tant individuellement que collectivement.

Si pour certaines, les initiatives sont d'abord collectives, plusieurs conçoivent le rapport au «collectif» surtout relié au processus et à la méthode, les résultats pouvant se traduire dans des initiatives individuelles inscrites dans un processus de développement local, communautaire ou territorial. Ainsi, la capacité d'entreprendre se manifeste différemment selon les contextes dans lesquels ces femmes mettent en œuvre les moyens de satisfaire leurs besoins de base ou leurs aspirations.

Les initiatives elles-mêmes peuvent prendre diverses formes selon le contexte et le choix des femmes. À partir d'un processus de développement local, naissent des initiatives soit individuelles, soit collectives. L'action collective est pour certaines en amont des initiatives collectives et ce travail collectif ne va pas de soi dans la majorité des cas. Pour d'autres, le rôle du collectif est essentiellement celui de la réflexion et de la planification donnant lieu à des projets et initiatives individuelles ou familiales. Que les initiatives soient en fin de compte individuelles ou collectives, il est reconnu qu'elles naissent plus facilement dans un contexte facilitant, caractérisé principalement par la présence de relations de proximité. Il est aussi reconnu que les initiatives collectives sont plus complexes et plus difficiles à réaliser. Particulièrement chez des femmes asiatiques préoccupées de l'autosuffisance, la réflexion collective et les actions articulées donnent priorité à la satisfaction des besoins des bases, leurs et ceux de leur famille, avant l'obtention de revenus. Cela semble la seule façon d'éviter les dépendances présentement imposées par rapport au crédit, à la production pour l'exportation, à la destruction des modes de production traditionnels et de l'environnement. Cela donne lieu à une sensibilité particulière au développement de banques de semences, de chaînes de production/consommation et de lieux d'échanges initiés à partir de la base, d'abord au niveau local puis régional, et à des projets intégrés au sein de la communauté. Ainsi, les femmes font appel à l'engagement collectif pour la planification des cultures, de la transformation et des échanges ainsi que la préservation des semences, laissant à chaque femme ou famille la mise en culture des lopins de terre et certaines activités commerciales spécifiques. On a aussi souligné l'importance du *leadership* et du soutien familial nécessaire aux femmes qui sont effectivement en mesure d'assumer ce *leadership* ainsi que le rôle du «collectif» dans le changement des mentalités, ce qui n'est pas sans rapport aux relations qui se transforment au sein des couples et des familles. Les femmes asiatiques mentionnent l'aide reçue de la part de leur famille en vue de mener ses activités de production agricole.

Comme on l'a mentionné, les formes d'expression, activités, initiatives et pratiques, résultent de choix «rationnels» faits par les femmes, c'est-à-dire analyse des possibles et des rapports entre les avantages et les inconvénients des différentes avenues. En ce sens, il a été clairement reconnu qu'il n'y a pas de modèle unique, mais plutôt présence de processus collectifs et de méthodes participatives. La manière dont la solidarité est vécue n'est pas étrangère aux traditions, à la culture et à l'histoire de des peuples et communautés. Avant de proposer des pistes «universelles» pour un paradigme économique plus juste, équitable et responsable et en particulier des moyens concrets pour le mettre en œuvre, il importe de

prendre connaissance de la diversité des pratiques solidaires dans le monde. Une dimension non négligeable est celle des différents aspects du développement personnel et de l'affirmation de soi, à partir duquel deviennent possibles les actions vers l'extérieur de soi, les actions collectives et vice-versa.

D'UN PROJET À L'AUTRE : LES NOUVELLES QUESTIONS

La richesse des rencontres de même que de multiples échanges en parallèle, souvent informels, invitent à reconnaître la nécessité d'élargir les thèmes de travail du Chantier en vue de prendre en compte l'ensemble des situations dans lesquelles les femmes exercent un rôle au plan économique. Des analyses globales, notamment traitant de situations auxquelles des initiatives prétendent proposer des alternatives, n'ont pas manqué d'être abordées. Toutefois comme l'une des participantes l'a souligné, c'est «en marge» que se développent les initiatives de femmes. **Faire sortir ces initiatives de la marginalité** se présente alors comme un défi et le thème de futurs travaux. En ce sens, il s'impose de mieux connaître les conditions qui créent et entretiennent cette marginalité et qui favorisent présentement des reculs. Spontanément, on pense à la force du modèle de développement qui valorise peu les solidarités et le «collectif» semble particulièrement accentuée dans les pays dits développés. Dans ce contexte, la productivité du travail devient obsédante et le sens que les femmes donnent au travail, dans sa globalité et sous toutes ses formes, n'a pas de reconnaissance dans le modèle de développement actuellement dominant. Les actions fermes en faveur du développement par la base menées dans certains pays du sud, et ce au mépris de l'intégration dans les économies de marchés, peuvent inspirer. Une piste de travail a été mentionnée dans ce contexte, celle d'étudier les ruptures qui sont intervenues dans la période d'industrialisation, quand la force de travail a été asservie à l'argent, situation qui d'ailleurs en train de se produire dans les sociétés traditionnelles auxquelles on impose la transition vers le marché de type capitaliste.

L'attrait pour le capitalisme anglo-saxon et le commerce mondial entraînent un marché international des services offerts par les femmes, voire un marché où les femmes elles-mêmes sont objets de commerce, est en pleine expansion. Dans certains pays, ces activités représentent d'importants postes au compte des exportations. C'est notamment le cas dans les pays de l'Est et du Sud. Les relations «employeurs-employées» deviennent parfois similaires à un rapport «maître-esclave». Il y aurait lieu d'étudier **la question «genre-géographie-marchés»** en mettant en perspective les alternatives qui se profilent, un thème de travail

fondamental pour le Chantier. Ces dimensions concernent tout autant les pays dits en voie de développement que les pays dits développés et sont au cœur de leurs rapports économiques.

Les participantes ont, dans ce contexte, noté l'importance de travailler à la «**globalisation positive**», laquelle prend souvent appui sur un *réseautage* des initiatives de femmes.

Elles ont identifié le **transfert des connaissances, des techniques et des méthodes de recherche et d'analyse** comme essentielles pour une appropriation par les femmes elles-mêmes des outils de leur participation pleine et entière au développement des sociétés et à la poursuite de leurs aspirations. Cette dimension est au cœur des méthodologies d'inspiration féministe. Elle avait été identifiée comme prioritaire lors d'une rencontre du PSES en 2001. Les suivis se font attendre.

Ces activités d'approfondissement, de transfert et de réseautage constituent des stratégies essentielles pour l'*empowerment* des femmes, depuis le niveau local jusqu'au niveau global.

CONCLUSION ET COMMENTAIRE SUR LE PROCESSUS

Les multiples échanges, réflexions, lectures auxquels j'ai été exposée, confirment que les femmes privilégient l'économie de la vie et veulent que ce choix devienne celui de tous.

La vie a ses rythmes : naissance, croissance, maturité, déclin, mort.

La vie s'épanouit dans un contexte social, culturel, politique, etc.

La vie se partage sur terre entre des êtres appartenant à plusieurs espèces.

La vie «affirme» l'interdépendance entre les espèces et les individus appartenant à chaque espèce.

Retrouver le sens premier de l'économie, c'est-à-dire de la gestion de la maison, de l'écosystème, donc des lieux où s'organisent la vie constitue le fil conducteur des initiatives solidaires des femmes. Les moyens d'y arriver concernent la production, les échanges et la consommation et impliquent un traitement plus responsable et solidaire des personnes et des ressources naturelles et monétaires. Un document complémentaire intitulé *Les femmes et l'économie : valeurs, principes et pratiques des femmes* portera sur ces thèmes.

Ceci étant dit, en quoi les résultats obtenus dans le cadre du Chantier contribuent-ils, de manière originale, à l'ensemble des connaissances sur ces questions. Il est difficile de répondre à cette question sans reconnaître la quantité et la diversité des travaux déjà disponibles.

Le Chantier visait à développer les moyens d'une percée réelle pour transformer l'ensemble des pratiques économiques, c'est-à-dire trouver la manière de contaminer tout autant les tenants de pratiques alternatives dans différents domaines pour lesquelles les pratiques des femmes ne paraissent pas différentes en soi, que celles et ceux qui privilégient des pratiques économiques orthodoxes. En fait, la méthodologie prévoyait, d'une part, de mettre en relations des personnes en provenance de milieux différents, initiatives locales, organismes intermédiaires, milieux académiques, en vue d'une conceptualisation des pratiques alternatives, puis d'autre part, de diffuser ces analyses et propositions aux autres chantiers du PSES et à d'autres réseaux.

Ces autres réseaux visés étaient les réseaux féministes, intéressés aux enjeux économiques ou à certaines dimensions des pratiques économiques ainsi que les réseaux actifs dans le domaine de l'économie solidaire. D'un point de vue formel, les contacts établis avec d'autres réseaux donnèrent des résultats mitigés, les participations concrètes aux activités du Chantier étant principalement le fait de personnes engagées à titre individuel ou comme «représentante» d'une organisation.

Susciter l'adhésion et la participation à un travail collaboratif ne va pas de soi même dans les réseaux de femmes et féministes, quoiqu'on en pense a priori. Les agendas et les priorités des réseaux sont multiples et divers et chacun d'eux demeurant relativement peu ouvert à ajuster ses priorités en vue d'une collaboration

Il ressort aussi que travailler en réseau souple pour l'échange d'information et le débat en utilisant des moyens de communication électroniques est exigeant et relativement peu attrayant pour les femmes qui se sont rapprochées du processus. . Plus encore, on peut supposer que les modes de communication électronique ne sont pas toujours accessibles aux femmes et qu'ils exigent du temps dont les femmes engagées dans des initiatives ne disposent pas. Les participations en face à face lors d'ateliers se sont avérées fort intéressantes mais là encore, la disponibilité des femmes ne fut pas toujours aussi significative que souhaitée, en particulier pour assurer un suivi collectif des analyses et des propositions.

Dans ces circonstances, il a semblé essentiel de revoir les priorités d'action et les pratiques au sein du Chantier. Toutefois, les échanges qui se sont tenus à ce propos en janvier 2004, dans le contexte du Forum social mondial, n'ont pas résulté en une véritable relance. Pourtant, nul

doute que persiste le besoin soulevé par les femmes d'inscrire les principes et pratiques relatives à l'économie de la vie dans l'ensemble des pratiques économiques.

RÉFÉRENCES

Belleau J., Sabourin C. (2004), rapport de l'atelier de Hyderabad (à venir)

Sabourin C., Belleau J. (2001), *Femmes et économie*, Cahier de propositions pour le XXI^e siècle, Fondation Charles Léopold Mayer, 31 p. (original en français, traduit en anglais, en espagnol)

Sabourin C. (2003), *Femmes et économie solidaire : les compétences et connaissances mises en œuvre et développées par les femmes dans leurs pratiques d'économie solidaire et les retombées de ces pratiques dans l'environnement local*, rapport-synthèse de l'atelier de Paris, 19 p.

(Ces trois textes sont disponibles sur le site : <http://www.alliance21.org>)

Sabourin C., Belleau J., Duval, M. (2004), *Atelier de réflexion et d'échange sur le renouvellement de la théorie économique d'un point de vue féministe et écologique*, Montréal, Relais-femmes, 42 p. (à paraître)